

Le naturel et l'étranger*



F e t h i B e n s l a m a

Encyclopædia Universalis, 1995, article « migrants » :

« C'est un abus de langage, sinon une forme de perversion, de parler à chaque instant de "racisme" ou de "xénophobie", comme le font certains groupements ; c'est provoquer des sentiments hostiles et il est à craindre que cela ne serve pas la cause des immigrants. Par sa manière d'être et de se sentir la plus profonde, un étranger est différent. Cet "autre" frappe d'abord par son altérité, sinon son étrangeté, et il est naturel de manifester de la réserve à son endroit. » Et l'auteur, Alain Girard, professeur émérite de l'université René-Descartes (Paris V), et conseiller scientifique de l'Institut national d'études démographiques (INED)¹, de poursuivre : « Ce qu'on appelle "xénophobie" ou "racisme" est une manifestation pathologique d'un sentiment normal. Il est naturel, il est normal, il faut le répéter, c'est un réflexe de santé, qu'un groupe ou qu'un peuple, comme un individu, ne se laisse pas pénétrer par l'extérieur sans contrôle. Il y va de son identité, de son sentiment d'appartenance à un destin et d'attachement à des valeurs intériorisées et communes à tous. Plus marquées sont les différences objectives, et plus accusées sont les réticences. Que ce soit un bien ou un mal est une fausse question. C'est un fait, et probablement la condition d'une entente harmonieuse, et le gage d'un enrichissement pour l'avenir. »²

Dans les pages qui précèdent ce paragraphe, l'auteur développe une longue analyse historique et économique de l'immigration en Europe, depuis deux siècles. Jusqu'au passage cité, aucune marque de rejet ou d'hostilité vis à vis des migrants, ne transparait. L'étude est fort instructive, très documentée, appuyée sur des faits, sur des chiffres, sur des données démographiques. Elle indique clairement comment, à partir de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle conjoncture de civilisation va se former, consistant en une inversion des flux migratoires des pays riches vers les pays pauvres : « On estime à quelques 50 millions le nombre d'Euro-

1 – Selon la table des auteurs de l'*Encyclopædia Universalis*.

2 – Alain Girard, « Migrants », in *Encyclopædia Universalis*, volume 15, 1995, p. 337.

* Une version de cet article est parue dans la revue *Lignes*, n° 31, mai 1997.

péens qui se sont fixés outre-mer de 1800 à 1935. À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1913, 2 millions d'européens ont encore quitté le vieux continent ». L'auteur ne s'attarde pas outre mesure sur l'immigration clandestine ; il souligne plutôt que le déplacement des hommes a été organisé et dirigé par les États industriels européens eux-mêmes. Certes, ici ou là, perce une inquiétude sur la présence de populations extra-européennes et surtout musulmanes qui compliquent les problèmes psychologiques inhérents à l'immigration. Il lâche une remarque sur les mesures juridiques nationales et internationales qui « *risquent de faire apparaître, dans la conscience des migrants, les germes d'une revendication, puisqu'on a cherché à les faire venir, ou tout au moins les a-t-on laissé s'installer, et que des lois et règlements protègent leur séjour* ». Mais dans l'ensemble, l'article relève du discours universitaire d'expertise qui ne veut pas « *souffler sur le feu* » et qui témoigne même de son souci pour les enfants de migrants : « *Ne risque-t-on pas d'en faire des marginaux écartelés entre deux cultures ?* » Le texte se termine par cette note teintée de bons sentiments : « *Au lieu de s'affronter, nationaux et migrants iraient ainsi à la rencontre les uns des autres pour le plus grand avantage de la paix sociale* ».

Voici donc un propos savant, humaniste, nuancé, presque irréprochable, qui court comme une belle route dans un paysage éclairé, puis vers la fin du parcours, subitement, dans un tournant, le précipice ; tout d'un coup nous tombons dans le gouffre qui plonge vers le fascisme, vers son abîme irradiant de crainte, de rejet et de haine de l'autre. Brusquement, le discours sur le migrant fait resurgir le déni de la fonction culturelle de la nation ou du peuple en tant que fiction pour lui substituer l'idée d'un corps social calqué sur le corps propre d'un individu qui serait menacé dans son unité, dans sa propriété, dans son intériorité par l'étranger. Cette substitution d'un *corps commun* organique, à la fiction d'une vérité partagée de l'être-ensemble, permet de justifier le racisme et la xénophobie comme *défense naturelle* de ce corps, puisque le pathologique n'est que la réaction normale d'un organisme infesté par l'extérieur.

Davantage, les manifestations du rejet de l'autre relèveraient de l'instinct préventif et salutaire : « *C'est un réflexe de santé, qu'un groupe ou qu'un peuple, comme un individu, ne se laisse pas pénétrer par l'extérieur sans contrôle* ». *Pénétration*, on reconnaît là l'un des vocables du fascisme, par lequel il convoque l'angoisse d'intrusion dans ses connotations sexuelles violentes. Il met en scène ainsi le corps *comme-un* du groupe, en tant qu'il serait livré, ou risquerait de l'être, à l'abus sexuel de l'étranger harcelant et pervers. *Le propre* (entendu au double sens de l'immaculé et de l'exclusif) qui constitue le noyau intime du « Nous » serait menacé par la jouissance de l'autre, jouissance illimitée qui l'infeste, jusqu'à la

dépropriation de son identité³. *Pénétration* – par l'extérieur est-il précisé, ce qui laisse penser à une pénétration par l'intérieur, peut-être plus tolérable – le mot crée un puissant appel à une réaction d'horreur, il sollicite une terreur inconsciente que nous avons désignée dans un précédent travail, comme la terreur *fame* (sans genre, sans article). C'est la propagation d'un fantasme de passivité destructrice dans un groupe qui se vit alors, comme outragé dans ses potentialités féminines par la semence de l'autre, et ravalé de ce fait à une existence infâme⁴.

Les propos du professeur émérite sont d'autant plus redoutables, qu'ils ne font pas système, ils ne sont pas annoncés par ce qui précède, ni confortés par ce qui suit. Ce n'est pas le discours fasciste ou raciste dans son entièreté, dans sa brutalité massive et cinglée, mais un fragment de son code, une séquence discrète et enrobée ; il s'agit de son élément transcriptant le plus dangereux, celui qui lui permet de se reproduire insidieusement, en répandant dans un groupe la hantise de l'immunité violée du propre de soi.

Si l'essence du fascisme ressortit à cette conception naturaliste de l'être ensemble, massifiée dans un corps *comme-un*, en proie à la jouissance archaïque de l'autre, dans quelles conditions politiques parvient-il à accréditer son discours et répandre ces hantises qui appartiennent au substrat originnaire de l'inconscient ? Dans son dernier livre *La Crainte des masses*, Étienne Balibar rappelle très justement le caractère transindividuel de l'inconscient, et invite à reprendre la réflexion sur ce nouage entre le sexuel, le biologique et les masses que le fascisme transforme en une machine politique infernale⁵. Dès qu'il s'agit de l'autre, la jouissance d'organe veut occuper la place de la parole ! Comme si ce qu'on appelle l'altérité était d'abord une corporalité qui persiste à vouloir être comme telle. L'autre est un corps qui prend au corps. Dans la langue du fascisme les mots ne cessent de se prendre au corps de jouissance de l'autre, et de s'en prendre à son corps ; son *Nous*, qu'il recherche inlassablement, est tout à la fois fasciné et insécurisé par une inoubliable jouissance du corps de l'autre. Mais pourquoi, à un certain moment, cette expérience de la jouissance archaïque du corps bascule-t-elle de l'imaginaire dans le réel et du réel dans l'imaginaire au cœur de l'espace politique ? Car il faut bien ce double mouvement pour brouiller les limites et laisser les hommes dans l'errance, déliés des serments et des principes de la civilité qu'ils ont patiemment instaurée. Quelles sont donc les conditions de possibilité du fascisme dans la culture ?

Le cas du professeur émérite nous indique que le fascisme aujourd'hui n'est pas un bloc, une entité bien identifiable, incarnée en un système, en un discours, en une organisation que l'on peut cerner. Ce n'est pas seulement Le Pen, son parti ou un front de faisceaux convergents qui le portent. Il revêt plutôt des for-

3 – Le quotidien *Le Monde* du 4 janvier 1997 en a donné un exemple, en rapportant ces propos : « *Les musulmans se reproduisent comme des lapins* ».

4 – Je renvoie ici à l'article « La dépropriation », *Lignes*, n° 24, février 1995, p. 34-61.

5 – Étienne Balibar, *La Crainte des masses*, Paris, Galilée, 1997.



Hara Kiri, n° 245, février 1982

mes fragmentaires et diffuses dans l'ensemble de la société. Sans doute, l'effondrement du mur entre les grandes formations idéologiques est à l'origine de cette fragmentation, de cette dissémination ; de sorte que nul n'est plus abrité dans une conception du monde, à l'abri de cette démétaphorisation de l'autre qui le fait surgir comme un corps grouillant, jouissif et répandu partout. La gauche comme la droite ou le centre peuvent accueillir des fragments de discours et d'attitudes du fascisme, souvent à leur insu, mais parfois d'une manière revendiquée. Les fragments fascistes entrent en composition avec des combinaisons de discours chez différents acteurs qui n'ont pas nécessairement le profil fasciste, le caractère autoritaire, la revendication nationale-populiste et identitaire ; bref tout ce que nous avons appris à reconnaître, depuis la Première Guerre mondiale à propos de l'identité du fascisme, se défait comme les pièces d'un

puzzle. L'identité fasciste s'est elle-même décomposée. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une certaine continuité dans les idées, dans les emblèmes, dans les peurs et les hantises. La tâche critique et politique de combattre le fascisme n'en est que plus difficile et nécessitera sans doute un travail d'analyse et de lutte au long court. Elle nous oblige à réfléchir sur les éléments culturels du fascisme qui envahissent le monde entier, sans doute à travers la notion même de culture, et non pas uniquement dans les limites d'un parti, d'un individu, d'un État ou d'un pays.

En France et en Europe, c'est à travers la figure du migrant que le fascisme a réussi, sur une période de vingt ans, à faire passer les fragments de son programme et infiltrer la culture. Le migrant était en effet l'être le plus faible, le moins protégé du système politique, celui qui se prêtait le mieux à la hantise naturaliste, lui qui n'est pas *naturalisé*, c'est-à-dire qui n'est pas couvert par la naissance étatique, la *natio* du national, et qui est demeuré dans la nudité de son statut *d'instrument vivant* (l'esclave selon Aristote dans *Éthique à Eudème* ⁶).

Vingt ans séparent l'article du professeur Alain Girard que nous avons cité, et une première version parue dans *L'Encyclopædia Universalis* de 1976. Nous découvrons d'abord que le passage en question n'existe pas dans l'ancienne version du même article « Migrants » ⁷. Nous constatons ensuite que l'auteur témoignait d'autres préoccupations quant au sort des migrants et à leurs souffrances : « Avec la distance accrue aujourd'hui entre leur propre

6 – Aristote : « En effet, le corps est l'instrument congénital de l'âme, l'esclave est comme une partie et un instrument inséparable du maître et l'instrument est en quelque manière un esclave inanimé », *Éthique à Eudème*, Paris, Rivage poche, 1995, p. 165.

7 – *Encyclopædia Universalis*, vol. 10, mars 1976, p. 1089-1093.

culture et la civilisation des pays d'arrivée, le drame de la transplantation, toujours douloureux, peut se transmuier en un véritable traumatisme. Pourront-ils s'adapter aux cadres de leur nouvelle existence et au prix de quels efforts ? »

Même si une certaine inquiétude sur la vie commune des nationaux et des migrants perçait, l'optimisme avait le dernier mot : *« Les tensions qui pourraient se manifester entre autochtones et migrants ne prennent pas le plus souvent le caractère ouvert ou virulent. L'harmonie n'est guère possible au niveau de la conscience collective, entre l'étranger et le "nous" global d'un peuple, mais s'établit dans les consciences individuelles grâce aux relations interpersonnelles, sous l'effet d'une connaissance réciproque qui apaise les heurts et dissipe les malentendus. Telle est la grande leçon des études psychosociologiques comme de l'expérience quotidienne. »*

Ces passages, parmi d'autres de la même tonalité, seront supprimés de l'édition de 1995, car, entre temps, le « nous global » a envahit de plus en plus les consciences individuelles, et les possibilités des expériences interpersonnelles relevées par l'auteur ont commencé à subir les incitations à la *désidentification* entre migrants et nationaux, au point qu'un professeur émérite sort de sa réserve et devient subitement le porte-voix de ce « nous global » en détresse, acculé à se défendre, en invoquant les lois naturelles du corps.

Que l'État national, en tant que supposé de droit, ait participé à cette entreprise, c'est un fait dont témoigne précisément les remaniements successifs du droit de l'étranger, remaniements qui tendent tous à restreindre les protections du migrant et à découvrir davantage sa nudité. Le point extrême a été atteint par la modification de la loi concernant la naturalisation (loi du 22 juillet 1993), lorsque, du jour au lendemain, des milliers d'enfants nés en France, donc devenus automatiquement français, ont cessé subitement de l'être, en vertu de cette modification. Cette *dénationalisation en masse* autorise la comparaison avec ce que le régime de Vichy avait effectué, en retirant la nationalité française aux juifs français. N'en déplaise à ceux qui, pour une raison ou une autre, sont scandalisés par une telle comparaison, il ne s'agit pas ici de réminiscences, mais de faits réels qui se sont produits devant nous, qui ont touché concrètement des enfants et des adolescents dont certains disposaient déjà de cartes d'identité nationale française, auxquelles ils n'avaient plus droit, et qui leur furent retirées. Ce que Jacques Derrida, évoquant son propre cas en Algérie, a appelé « *l'ablation de la citoyenneté* »⁸ a bien été une expérience pour plusieurs milliers de personnes, dont la mémoire traumatique conservera le souvenir d'une dégradation, par-delà l'anamnèse individuelle.

8 – Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l'autre, ou la prothèse d'origine*, Paris, Galilée, 1996, p. 36.



L'État de droit, qui repose sur l'exigence d'une universelle légitimité, a encore une fois dérogé à son principe, selon une ligne de continuité historique qui va *du colonialisme* en Algérie, où les autochtones étaient des nationaux sans la citoyenneté et ses droits, jusqu'à la situation *des migrants aujourd'hui*, en passant par *Vichy*. Il s'agit chaque fois de conditions historiques et de systèmes différents. Mais arguer de cette différence de situation pour ne pas voir que le mécanisme *de retrait et de déchéance du national*, produit une privation, un dénuement, qui autorise la destruction, c'est cesser d'être conséquent. Voici ce qu'écrit Pierre Legendre en 1988 : « *Derrière le racisme se profile un enjeu d'extermination des jeunes générations immigrées dans l'ordre du politique généalogique. Or, cet enjeu est tout à fait apparent dans les discussions classiques sur la nationalité, quand il s'agissait pour les États de s'adjuger leurs nationaux dans la perspective encore peu sécularisée de la paternité politique si longtemps confondue en Europe avec ce que nous appelons de nos jours l'appartenance confessionnelle.* »⁹ La question est donc la suivante : jusqu'à quel point l'État de droit continuera-t-il à jouer contre lui-même ? C'est la question de sa fin qui est en jeu.

Le discours et les actes concernant les migrants mettent à l'œuvre depuis des années un processus insidieux de *dé légitimation* des hommes déplacés. Étudier cette situation, c'est apercevoir les différentes procédures utilisées pour faire sortir ces hommes de la légitimité *d'être là*. Le débat autour de la loi sur l'immigration a capté l'attention sur la dimension de la légalité, alors que l'enjeu est celui de la légitimité dont la légalité n'est que l'une des catégories. On pourrait même dire que la légalité a servi à délégitimer. La délégitimation est le fait que l'existence d'un homme ne suffit plus à justifier *son être là*, quand bien même il est *ici* de droit. Déchoir un homme de la légitimité ne consiste pas à lui refuser le droit de vivre, mais à le déposer du statut *d'existant* présent aux autres et à son monde. La violence de la délégitimation touche donc la présence d'un existant avec d'autres existants, en tant que cette présence devient un mal, où ne suffit pas à elle seule pour justifier *l'être avec*.

Trois processus majeurs de dénuement des migrants se sont produits sous nos yeux, depuis vingt ans : discours de naturalisation d'un corps *comme-un* dont ils sont éjectés, dénationalisation en masse, délégitimation légale.

Fethi Benslama

Psychanalyste
Directeur de la revue *Intersignes*

